



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,  
des Affaires Juridique et de l'Inspection  
Contrôle

Monsieur [REDACTED]  
Directeur  
EHPAD LE SOLEIL LEVANT  
R LOU CIGAL  
11300 LIMOUX

Date : vendredi 9 février 2024

**Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception**

**Objet :** Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire

Notification de décision définitive

**PJ :** Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

Tableau des remarques et des recommandations retenues

**V/Réf :** Votre courrier reçu par mail le 12 janvier 2024

Monsieur le Directeur,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressée le 18 décembre 2023 vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire. L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Le tableau définitif de synthèse des mesures correctives, ci-joint, précise la prescription maintenue **(1)** avec son délai de mise en œuvre et la recommandation maintenue **(1)** avec son délai de mise en œuvre. En conséquence, je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de Madame la ministre de la Santé, du Travail et des Solidarités, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général

  
**Didier JAFFRE**

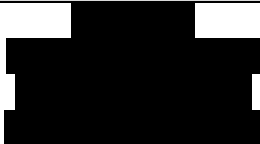
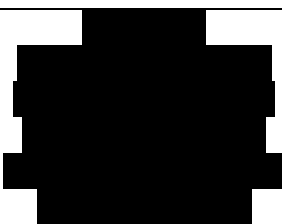


**Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle**  
**Pôle Régional Inspection Contrôle**

**Tableau définitif de synthèse des mesures correctives**  
**Tableau des remarques et des recommandations retenues**  
**Contrôle sur pièces de l'EHPAD SOLEIL LEVANT situé à Limoux (11)**

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

**Tableau définitif de synthèse des mesures correctives retenues**

| <b>Ecart (3)</b>   | <b>Référence réglementaire</b>   | <b>Nature de la mesure attendue (Injonction-Prescription)</b>  | <b>Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire</b> | <b>Réponse de l'établissement</b>   | <b>Décision du Directeur Général de l'ARS</b>  |
|--|--|--|--|---|--|
| <b>Ecart 1 :</b><br>La procédure de déclaration des dysfonctionnements et EIG aux autorités (ARS et CD) transmise par la structure ne précise pas une déclaration « <b>sans délai</b> », ce qui contrevient aux dispositions de l'article L331-8-1 du CASF.  | Art. L.331-8-1 CASF  | <b>Prescription 1 :</b><br>Actualiser la procédure de déclaration des dysfonctionnements et des EIG en y intégrant la notion « sans délai ».<br>Transmettre le document à l'ARS. | <b>Immédiat</b>  |    | Prescription 1 levée   |
| <b>Ecart 2 :</b><br>La structure déclare que chaque résident ne dispose pas d'un projet d'accompagnement personnalisé (PAP), ce qui contrevient aux dispositions de l'article D312-155-0 du CASF- 3 <sup>ème</sup> alinéa.                                   | Art. L.311-7 du CASF<br>Art. D.312-155-0 du CASF   | <b>Prescription 2 :</b><br>Finaliser les 23% de PAP en cours afin que chaque résident dispose d'un PAP.  | <b>Effectivité 2024</b>  |   | Prescription 2 levée   |
| <b>Ecart 3 :</b><br>La structure déclare ne pas avoir signé le jour du contrôle des conventions de partenariat avec un (ou plusieurs) établissement d'hospitalisation en court séjour, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.312-155-0 du CASF. | Article D.312-155-0 modifié par Décret n°2022-731 du 27 avril 2022 - art.1 - 5 <sup>ème</sup> alinéa | <b>Prescription 3 :</b><br>Etablir une convention avec un ou plusieurs établissements d'hospitalisation en court séjour.   | <b>Effectivité 2024</b>  |  | Prescription 3 maintenue en attente décision CH<br><br>Effectivité 2024 |

### Tableau des remarques et des recommandations retenues

| Remarques (1)  | Référence réglementaire  | Nature de la mesure attendue  | Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire | Réponse de l'établissement  | Recommandation retenue par le Directeur Général de l'ARS    |
|--|--|---|---|---|---|
| <p><b>Remarque 1 :</b><br/>La structure informe que le directeur a « entamé son processus de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) [REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>Le procès-verbal de la Commission de recevabilité a été transmis.</p> | <p>Art. D.312-176-6 à 9 du CASF</p> <p>Arrêté du 19 janvier 2010 pris pour l'application de l'article D.312-176-10 du CASF</p> | <p><b>Recommandation 1 :</b><br/>Transmettre l'attestation de réussite de la VAE.</p> | <p>Effectivité 2024</p>   | <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> | <p>Recommandation maintenue</p> <p>Effectivité fin 2024</p> |